

## ONU : Plaidoyer pour une participation "effective" des Burundaises aux élections

ONU Info, 16 mars 2020 Elections au Burundi : l'ONU et ses partenaires plaident pour une plus grande participation des femmes La voie est ouverte pour que les femmes profitent de s'engager massivement dans le processus électoral au Burundi, ont déclaré lundi le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs et ses partenaires à l'issue d'une mission dans le pays.

La mission, composée du Bureau de l'Envoyé spécial, du Conseil consultatif pour les femmes, paix et sécurité de la région des Grands Lacs, d'ONU-femmes, de la CIRGL et du Forum régional des Femmes et de COCAFEM-GL, avait pour objectif de soutenir les femmes burundaises pour qu'elles « participent effectivement et en grand nombre » aux processus électoraux, présidentiel et législatif, prévus en mai de cette année. Favoriser les quotas pour parvenir à l'égalité Au cours de son séjour à Bujumbura, du 2 au 4 mars, la mission a rencontré plusieurs responsables gouvernementaux dont l'Ombudsman ; le ministre des affaires étrangères ; le ministre des droits de la personne humaine, des affaires sociales et du genre ; et le ministre de la justice. Elle a également rencontré le Forum national des Femmes, ainsi que les femmes leaders burundaises dans le cadre d'une session interactive d'échanges sur les questions de participation électorale des femmes, mais également sur le rôle que les femmes peuvent jouer dans les instances économiques et sociales. Lors des diverses rencontres, la délégation a discuté de l'implication et de l'engagement de toutes les femmes dans le processus électoral en vue de conquérir les espaces politiques reconnus par les lois, de la participation politique des femmes pour renforcer l'égalité établie par la constitution, des priorités des femmes et de leur prise en compte dans la constitution des listes bloquées et au niveau communautaire où les quotas minima de 30 % ne sont pas prévus. « Toutes les autorités ont reconnu l'importance de prendre en compte les quotas pour parvenir à l'égalité et par voie de conséquence, la parité », s'est félicité le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général ONU pour la région des Grands Lacs. Créer les conditions favorables, protéger des violences La délégation a soutenu les hautes autorités qu'elles appuient les femmes à intégrer le processus électoral en créant des conditions favorables à la participation électorale, y compris en assurant leur protection contre les violences éventuelles qui pourraient porter préjudice à leur participation effective. La mission et les différentes autorités burundaises se sont félicitées de l'engagement du contexte et du cadre électoral et de la future loi communale. Les autorités ont pris l'engagement d'aider les femmes pour plus de participation en créant des conditions favorables. La mission a salué l'engagement de l'Ombudsman pour la protection des droits des femmes à tous les niveaux, y compris le niveau communautaire. Elle s'est réjouie que les femmes leaders burundaises se soient engagées dans la mobilisation des femmes au niveau collinaire afin qu'elles se fassent entendre pour passer de 17% actuellement à au moins 30% de femmes dans les futurs conseils collinaires élus. La mission a, en outre, félicité les femmes burundaises pour leur mobilisation solidaire pour influencer les processus décisionnels et les réponses liées à la prévention et à la résolution des conflits dans un environnement favorable. Elle a également souligné la volonté exprimée par les autorités burundaises à impliquer les femmes dans les efforts de prévention de la résolution des conflits. S'adressant aux femmes leaders, la délégation a affirmé que « le temps est venu de se remarquer et de faire valoir leur agenda durant le processus électoral et qu'il faut pousser plus loin et investir les mécanismes de gouvernance à tous les niveaux, y compris le niveau régional. La mission a quitté Bujumbura sur une note de satisfaction aux regards des assurances qu'elle a eues auprès des autorités burundaises. Les préoccupations ressorties des différentes rencontres comprennent notamment : la nécessité de renforcer la solidarité des femmes avec une voix unique solidaire ; l'efficacité et l'efficacités des femmes élues ainsi que leur redevabilité ; l'importance de la prise en compte des femmes élues à la base collinaire ; l'attention à mettre sur les femmes du secteur privé ; le rôle des fora nationaux, de la société civile et des médias dans la prévention, l'alerte précoce et le rapportage contre les violences basées sur le genre ; la nécessité pour le Forum régional des Femmes de tirer profit de l'expérience des autres fora nationaux de la région et du Forum régional des Femmes ; le positionnement stratégique des femmes dans les partis politiques ; la question de l'égalité des sexes entre les enfants, en matière d'héritage ; le besoin de renforcement des interventions dans le domaine de l'autonomisation des femmes ; le besoin d'avoir des hommes engagés pour la cause des femmes.